



Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Veuillez utiliser le lien suivant si le contenu de ce courriel ne s'affiche pas convenablement / Please use the following link if this message is not displayed correctly:

[http://diffusion.adq.qc.ca/bulletins/2007-11-26\\_32.html](http://diffusion.adq.qc.ca/bulletins/2007-11-26_32.html)

**Le 5 décembre, grand rassemblement de Montréal avec Mario Dumont**

**Un mot de la présidente de la CDJ**

**Andrée-Anne Lavigne, vice-présidente**

**Un débat sur l'engagement social**

**Événements récents**

**Le Comité des femmes de l'ADQ**

**Du côté de l'Assemblée nationale...**

**L'ADQ exige un plan de remboursement pour verser les surplus aux écoles**

**L'ADQ somme Couillard d'agir**

**Albert De Martin : « Laurent Lessard abandonne les agriculteurs »**

**Claude Morin : « Le gouvernement ne peut plus nier le fléau de la contrebande »**

**L'ADQ appuie la demande des étudiants**

**L'ADQ propose une véritable autonomie des municipalités**

**Sylvie Roy est fière du travail accompli en Haïti**

**L'ADQ exige la transparence de Jean Charest**

**François Bonnardel : « La ministre cache le nombre d'enfants en attente pour une place à 7 \$ »**

**Le ministre Lessard doit déposer un plan d'urgence pour l'agriculture**

**La ministre Blais reste muette**

**Albert De Martin : « Laurent Lessard doit aider les producteurs porcins »**

**Catherine Morissette : « La ministre James doit nous répondre »**

**La ministre Courchesne passe aux aveux**

**À votre agenda**

**Dimanche, 2 décembre 2007, de 9 h à 13 h**

**Lundi, 3 décembre, à 17 h**

**Mardi, 4 décembre, à 18 h**

**Vous avez des photos ?**

# Lettre adéquiste



## La Lettre adéquiste

**Venez, c'est GRATUIT !**

**Le 5 décembre, grand rassemblement de Montréal avec Mario Dumont**

Chères militantes, chers militants,

Vous êtes conviés à venir créer un événement politique à Montréal.

Alors que nous serons vers la fin de la session parlementaire, **M. Mario Dumont**, accompagné du président du parti, **M. Tom Pentefountas**, s'adressera aux militants. Votre présence à cet événement est importante : plus nous serons nombreux, plus on parlera de cet événement.

Invitez-y parents, amis, connaissances, et surtout vos membres dans vos comtés et toute personne que vous savez sympathique aux idées que nous soutenons.

Si vous croyez que les idées de l'ADQ valent le déplacement, c'est le moment de le montrer.

**Voici les coordonnées de l'événement :**

**Date :** Mercredi, 5 décembre 2007

**Heure :** 18 heures

**Coût :** GRATUIT !

**Lieu :**

Holiday-Inn Midtown

420, rue Sherbrooke Ouest

Montréal QC H3A 1B4

(Métro Place-des-Arts. Stationnement possible à l'intérieur.)

**Il est important de confirmer votre présence auprès de Giulio Maturi à l'adresse suivante :** [montreal@adq.qc.ca](mailto:montreal@adq.qc.ca)

Vous devez indiquer :

1. Votre nom avec adresse de courriel et numéro de téléphone.
2. Le nombre de personnes qui vous accompagneront.

On vous attend avec plaisir !

[Haut de page](#)



Le nouvel exécutif de la CDJ

#### Nouvel exécutif de la CDJ

Les membres de la CDJ ont élu leur nouveau comité exécutif. Voici donc le portrait de famille !

De gauche à droite : **Mathieu Lacombe**, directeur de l'organisation, **Jean-Sébastien Huard**, conseiller régional jeune de Québec, **Lucie Boudreault**, conseillère régionale jeune de Montérégie-Ouest, **Alexandre Forest**, directeur des affaires politique, **Daniel Basile**, conseiller régional de Montréal-Ouest, **Catherine Goyer**, présidente, **Jean-Philippe Allard**, conseiller régional de l'Abitibi-Témiscamingue, **Stevens T. Pednault**, conseiller régional du Centre-du-Québec, **Andrée-Anne Lavigne**, vice-présidente, **Louis-Philip Bolduc**, coordonnateur, **Raphael Melançon**, conseiller régional de Lanaudière, **Joanie Cyrenne-Tourigny**, directrice des communications, **Jacinthe Morissette**, directrice de la mobilisation, **David Gamache**, conseiller régional de Montérégie-Est, **Mary Pleech** conseillère régionale de Montréal-Est, et **Martin Otis**, directeur du financement.

Étaient absents lors de la séance de photo : **Olivier Gagnon**, directeur des nouvelles technologies, **Marc-André Bergeron**, conseiller régional de Laval, **Bruno Lemieux**, conseiller régional de l'Outaouais, **Julien Ouellette**, conseiller régional de l'Estrie.

[Haut de page](#)

**Retour sur le conseil général**

## Un mot de la présidente de la CDJ

Le 17 novembre dernier, la Commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec tenait son conseil général à Québec. Durant cette journée, plus de 160 jeunes venus de partout au Québec se sont penchés sur les thématiques de la santé mentale et du marché du travail.

Ces deux thèmes ont été choisis à la suite d'une consultation qui s'est tenue en juin et en juillet auprès des membres jeunes.

### Santé mentale

Le volet santé mentale comportait plusieurs éléments de sensibilisation. Des résolutions visant le développement d'un programme d'information sur la reconnaissance des symptômes reliés à la schizophrénie et aux troubles bipolaires, une sensibilisation accrue à la problématique du suicide, une formation particulière pour les policiers ainsi que celle visant à augmenter la recherche traitant de l'épuisement professionnels ont été facilement adoptées. Nous avons eu l'occasion de recevoir le conférencier **André Forest**, psychologue et membre fondateur de la FAPPAM, un réseau d'aide aux proches des personnes atteintes de maladies mentales.

### Marché du travail

Le deuxième volet du conseil général concernait le marché du travail, présenté en introduction par **Diane Bellemare**, conseillère économique du chef de l'opposition officielle. Les jeunes présents ont confié le mandat à la commission politique de la CDJ de se pencher sur les modèles européens de flexisécurité. La commission politique fera rapport de ses recherches lors du prochain congrès national.

Une autre de nos propositions visait à rendre transitoire le programme d'aide sociale pour ceux et celles qui sont aptes au travail. La commission des jeunes considère que l'aide sociale ne doit pas être une trappe, mais bien un tremplin. Nous croyons au potentiel de ces personnes et nous voulons leur donner les outils de s'en sortir, notamment en misant sur la formation et en les assistant dans leurs démarches de placement sur le marché du travail. Les jeunes ont également voté en faveur du repoussement de l'âge de la retraite de deux ans pour recevoir les rentes du RRQ et pour un assouplissement des règles concernant le nombre d'employés autorisés dans un supermarché.

Je félicite la commission des jeunes pour avoir eu le mérite d'aborder des questions qui sont souvent éclipsées du débat politique. Je remercie chaleureusement nos panélistes et je tiens à féliciter toutes les personnes qui ont été élues au sein de notre nouvel exécutif. Je veux remercier plus particulièrement **Louis-Philip Bolduc**, président du comité organisateur, **Andrée-Anne Lavigne**, vice-présidente de la CDJ, **Alexandre Forest** et son équipe pour l'élaboration du contenu politique, **Jean-Philippe Allard**, **Daniel Basile** et l'équipe de bénévoles, **Martin-Karl Bourbonnais**, **Joanie Cyrenne-Tourigny**, **Olivier Gagnon**, **Mathieu Lacombe**, **Jacinthe Morissette**, **Martin Otis** ainsi que **Sylvain Perron** et son équipe.

Je voulais également remercier **Jean Allaire**, **Mario Dumont**, **Pascal Beaupré**, **Hubert Benoît**, **Éric Caire**, **Jean Damphousse**, **Robert Deschamps**, **Simon-Pierre Diamond**, **Raymond Francoeur**, **Jean-François Gosselin**, **Ginette Grandmont**, **Claude L'Écuyer**, **Catherine Morissette**, **Tom Pentefountas** et **Luc de la Sablonnière** qui nous ont fait honneur de leur présence.

À la prochaine !

**Catherine Goyer**

[Haut de page](#)



Andrée-Anne Lavigne

#### Portraits de la CDJ

### Andrée-Anne Lavigne, vice-présidente

**Andrée-Anne Lavigne** habite dans la circonscription de Vaudreuil et étudie présentement au baccalauréat en communication, politique et société, à l'Université du Québec à Montréal. Elle détient également un diplôme d'études collégiales en arts et lettres, profil communications, du cégep du Vieux-Montréal. Elle milite à l'ADQ depuis 2003.

Avant d'être vice-présidente de la CDJ, Andrée-Anne a occupé les postes de directrice des communications et de conseillère régionale de la Montérégie. Elle est présentement conseillère jeune au sein du conseil exécutif de son comté. Lorsqu'on lui demande pourquoi elle milite au sein de l'ADQ, voici sa réponse : « Selon moi, l'Action démocratique du Québec est le seul parti à proposer des solutions réalistes, autant en ce qui concerne la famille et l'éducation que l'avenir du Québec. La proposition autonomiste, par exemple, se distingue des vieilles positions des deux autres partis et encourage la prospérité et le développement du Québec. L'ADQ est finalement le parti le plus réaliste pour proposer un avenir meilleur et encourageant pour tous les Québécois et principalement pour les jeunes de la province, qui formeront la société de demain. »

[Haut de page](#)



Catherine Goyer à l'Université de Montréal

**14 novembre, Université de Montréal**

### Un débat sur l'engagement social

Dans le cadre de la semaine de l'engagement social, un débat organisé par le service d'aide humanitaire et communautaire de l'Université de Montréal a eu lieu le 14 novembre dernier. Il a été notamment question de l'engagement des jeunes envers la politique et des enjeux de la jeunesse. La présidente de la commission des jeunes de l'ADQ a débattu avec les représentants jeunes péquiste, libéral et solidaire.

[Haut de page](#)

## Événements récents

Chaque semaine, des événements adéquistes ont lieu dans toutes les régions du Québec. Pour gagner, il faut agir ! Organiser des activités de financement, des tournois de golf, des soupers, des cocktails ou des « 5 à 7 » permet de rencontrer d'autres militants et de se faire connaître. Pendant ce temps, les associations adéquistes s'organisent partout au Québec. Des milliers de bénévoles s'activent.

Si vous voulez que la Lettre adéquistes parle de vous, écrivez-nous ! Vous pouvez envoyer texte détaillé et photos à l'adresse suivante : [redaction-adq@adq.qc.ca](mailto:redaction-adq@adq.qc.ca)

[Haut de page](#)



**Un kiosque de la CDJ au cégep de Saint-Jean**

Le 19 novembre dernier, à Saint-Jean. De gauche à droite : **Christian Toussaint**, **Lucie Boudreault**, **Lucille Méthé**, **Jean-Philippe Allard** et **Lyne Denechault**, attachée politique du député d'Iberville, **M. André Riedl**.

[Haut de page](#)

## Le Comité des femmes de l'ADQ

Le comité des femmes de l'ADQ a maintenant une adresse de courriel : [comite-femmes@adq.qc.ca](mailto:comite-femmes@adq.qc.ca). L'objectif du comité est d'inciter, de promouvoir ou d'encourager l'engagement des femmes au sein de notre formation politique. Des activités vous seront proposées sous peu. Faites-nous part de vos coordonnées afin que nous vous ajoutions à la liste de diffusion. Une adresse de courriel à mettre dans vos carnets !

Au plaisir de vous rencontrer bientôt,

**Geneviève Tousignant**

[Haut de page](#)

## Du côté de l'Assemblée nationale...

Pour accéder aux transcriptions des débats ou pour les visionner, vous pouvez cliquer sur ce lien :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/38legislature1/Debats/CH.htm>

[Haut de page](#)

### **Surplus des commissions scolaires : 309 M \$ (70)**

#### **L'ADQ exige un plan de remboursement pour verser les surplus aux écoles**

(Québec, 9 novembre 2007) Les critiques de l'opposition officielle en matière de finances et d'éducation, M. Gilles Taillon et M. François Desrochers, demandent à la ministre de l'Éducation un plan de remboursement afin que les écoles obtiennent les surplus accumulés à leurs dépens.

« La ministre confirme, qu'en plus de priver les écoles du pouvoir de décider, les commissions scolaires les privent de 309 millions de dollars pour assumer leurs responsabilités. Elle accepte que l'on prive les élèves de l'essentiel. La ministre Courchesne doit mettre en place un plan de remboursement pour que les écoles obtiennent les fonds accumulés à leurs dépens » a affirmé Gilles Taillon.

Le critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. François Desrochers, a mis en évidence la dérive causée par les commissions scolaires. « La ministre de l'Éducation cautionne l'attitude des commissions scolaires qui se préoccupent d'abord de faire des surplus évalués à 25 millions de dollars par année, au lieu d'investir dans les services aux élèves. Les jeunes du Québec sont pris en otage par une structure que le gouvernement n'est pas capable de contrôler et que les Québécois ont rejeté dimanche dernier » a indiqué le député adéquate.

François Desrochers a fait la liste des besoins que ces surplus pourraient combler. « Avec 309 millions, on peut engager 8500 spécialistes, on peut réparer une grande partie des bâtiments désuets et on peut acheter du matériel pédagogique et des ordinateurs pour toutes les écoles du Québec. Les commissions scolaires n'ont pas le mandat de dégager des surplus. Il est temps de faire le ménage dans le réseau de l'éducation et de supprimer les commissions scolaires afin de redonner aux écoles les moyens de fonctionner » a conclu le député de Mirabel.

[Haut de page](#)

### **Pénurie d'infirmières**

#### **L'ADQ somme Couillard d'agir**

(Québec, 13 novembre 2007) Le critique adéquate en matière de santé, M. Éric Caire, dénonce l'immobilisme du ministre de la santé, M. Philippe Couillard, et le somme d'agir dans le dossier de la pénurie d'infirmières. « Le ministre a en main toutes les solutions concrètes à un problème connu mais le gouvernement ne bouge pas. Cessons d'accumuler les rapports sur les



tablettes et agissons ! »

Le député de La Peltre comprend mal pourquoi, à l'image des commissions scolaires, le gouvernement libéral relance encore une fois des groupes de réflexion alors que les solutions sont connues. « Les infirmières ont exposé clairement leurs problèmes : conditions financières, organisation du travail, environnement de travail. Leurs recommandations ont été publiées dans un rapport mandaté par le ministère de la Santé en 2003 mais le ministre préfère relancer une autre réflexion. Lui qui dit aimer réfléchir avant d'agir, a-t-il l'intention d'agir ou simplement de réfléchir ? », a questionné M. Caire.

Le critique de l'opposition officielle en matière de santé rappelle que l'augmentation salariale de 4% des infirmières bachelères ne fait que régler des inéquités que le gouvernement libéral a lui-même créées. « La pénurie d'infirmière cause la fermeture de salles d'opération, l'annulation de chirurgies et l'augmentation des listes d'attente. Le ministre est en mode rattrapage du dérapage libéral. Pendant ce temps, les Québécois subissent les contrecoups d'un système de santé en crise. »

[Haut de page](#)

#### **Revenu des producteurs agricoles**

#### **Albert De Martin : « Laurent Lessard abandonne les agriculteurs »**

(Québec, 14 novembre 2007) Le critique adéquat en matière d'agriculture, Albert De Martin, dénonce le mutisme du ministre de l'Agriculture, Laurent Lessard, concernant la chute drastique du revenu des producteurs agricoles québécois. « Nous avons atteint un creux historique quant aux revenus des producteurs agricoles alors que la Financière agricole prévoyait une année 2007 stable. Le ministre doit cesser d'ignorer cette situation catastrophique. »

Le porte-parole de l'opposition officielle a tenu à rappeler au ministre Lessard que les agriculteurs américains ont augmenté leurs revenus de 32% en 2007. « La chute du revenu net des agriculteurs québécois est de 60%. C'est trois fois celle des agriculteurs canadiens. Il est temps qu'une cloche sonne dans la tête du ministre qui persiste, tout comme le reste de son gouvernement, à prétendre que tout va pour le mieux au Québec. »

Le député de Huntingdon dénonce l'inaction du gouvernement dans le dossier de l'agriculture et invite le ministre à se retrousser les manches pour soutenir les agriculteurs québécois. « Sur le terrain, les producteurs de porc québécois nous disent qu'ils n'ont plus la force de se battre, qu'ils n'ont plus l'espoir de s'en sortir. Est-ce que le ministre aura l'arrogance d'aller leur dire que tout va pour le mieux ? »

[Haut de page](#)

#### **Contrebande du tabac**

#### **Claude Morin : « Le gouvernement ne peut plus nier le fléau de la contrebande »**

Québec, 15 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière de revenus, M. Claude Morin, et la critique de l'opposition officielle en matière de développement économique, Mme Linda Lapointe, ont déploré la négligence du gouvernement qui demeure immobile devant le fléau de la contrebande du tabac au Québec. Selon l'opposition officielle, le



gouvernement ne peut plus laisser perdurer ce commerce illicite qui enrichit les criminels aux dépens des Québécois.

Le gouvernement libéral laisse un réseau de crime organisé vendre des cigarettes sous nos yeux et il ne s'en occupe pas. Ce fléau touche les jeunes, les contribuables et la santé des citoyens, ça ne peut plus durer. Le premier ministre doit rendre des comptes sur son laxisme, avouer ses torts et donner des directives claires pour mettre un terme à la contrebande du tabac » a indiqué le député de Beauce-Sud.

Selon le député adéquate, la contrebande frappe particulièrement les jeunes qui se procurent des cigarettes sur un marché où il n'y a aucun contrôle, autant au niveau de la qualité du produit que de l'âge de ceux qui se les procurent. « 35 % des cigarettes illégales sont consommées par des jeunes de 15 à 19 ans. Ce gouvernement se dit le défenseur de la santé publique, il fait des campagnes pour encourager les citoyens à l'action mais il abandonne les écoles à elles-mêmes devant le commerce illicite des cigarettes. Le gouvernement est spectateur, la ministre de l'Éducation demeure assise sur ses mains. »

La députée de Groulx a rappelé que « le fléau de la contrebande est en forte hausse, particulièrement au Québec et que c'est une vache à lait pour plusieurs gangs criminalisés. Comment le gouvernement peut-il laisser la situation perdurer ? Il doit mettre en place les effectifs policiers nécessaires pour éradiquer la contrebande. »

Enfin, Linda Lapointe a dénoncé le gouvernement libéral qui laisse aller des millions en pertes fiscales et en perte de revenus pour les commerçants. « Les détaillants enregistrent des pertes de 25 à 50 % de leurs revenus provenant des produits du tabac et la contrebande en est grandement responsable. On évalue que l'inaction gouvernementale fait perdre près de 1,5 milliard en taxe impayées chaque année aux différents gouvernements. Les libéraux endettent le Québec depuis 2003 alors que l'argent leur passe sous le nez par leur propre négligence. »

[Haut de page](#)

## **Avenir de l'éducation postsecondaire**

### **L'ADQ appuie la demande des étudiants**

(Québec, 14 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière d'éducation, M. François Desrochers, a soutenu la demande de la FEUQ et de la FECQ pour une commission parlementaire itinérante sur l'avenir de l'éducation postsecondaire.

« L'ADQ a toujours placé l'éducation au centre de ses préoccupations. Nous appuyons les étudiants dans leur volonté d'assurer l'avenir de l'éducation. Le sous-financement des universités et des cégeps frappe toutes les régions et nous souhaitons que les intervenants dans tout le Québec soient consultés. »

Le député adéquate de Mirabel a appelé à une réflexion ouverte pour qu'aucun scénario ne soit écarté : « L'éducation est un enjeu trop important pour limiter une telle consultation sur certains enjeux de l'avenir de l'éducation postsecondaire. Nous demandons donc au gouvernement qu'il donne son appui à une telle commission parlementaire et qu'il n'en limite pas la portée », a conclu le député François Desrochers.

[Haut de page](#)

## **Taxe d'accise fédérale sur l'essence**

## L'ADQ propose une véritable autonomie des municipalités

(Québec, 16 novembre 2007) Le chef de l'Opposition officielle, M. Mario Dumont, a proposé, lors de son passage devant le Forum des municipalités dévitalisées de la Fédération Québécoise des Municipalités, que le versement de la taxe d'accise sur l'essence, provenant du gouvernement fédéral, soit géré de façon autonome par les municipalités.

« Nous revendiquons une véritable autonomie des municipalités en leur permettant d'utiliser la taxe d'accise pour financer leurs besoins en infrastructures et en déterminant eux-mêmes leurs priorités. De cette façon, nous offrons aux municipalités un levier afin qu'elles contribuent à leur revitalisation. »

Le chef adéquiste reproche au gouvernement ses critères de gestion trop rigides qu'il impose aux municipalités dans l'utilisation de la taxe d'accise sur l'essence. Les municipalités, particulièrement les moins peuplées, ont de la difficulté à participer au programme étant donné leur capacité financière limitée. De plus, elles font face à la rigidité et à la lourdeur bureaucratique dans les choix de priorisation du gouvernement et dans l'obtention de subventions. « C'est inacceptable qu'avec autant de besoins en infrastructures, qu'avec 900 millions de taxe d'accise disponibles, que l'attitude paternaliste du gouvernement empêche les municipalités d'aller de l'avant rapidement avec des projets importants » a souligné M. Dumont, tout en précisant le fonctionnement de sa proposition.

Mario Dumont a rappelé que l'ADQ a toujours prôné davantage d'autonomie pour les municipalités et une diversification de leurs sources de revenus pour pouvoir relever les défis auxquels elles font face. « Tout le monde reconnaît l'importance des besoins en infrastructures. Il n'est pas normal, qu'à ce jour, seulement un tiers des municipalités dévitalisées ont reçu une partie de l'argent du transfert de la taxe d'accise. »

[Haut de page](#)

### Mission en Haïti

## Sylvie Roy est fière du travail accompli en Haïti

(Québec, 16 novembre 2007) La députée de Lotbinière et critique en matière de sécurité publique, Sylvie Roy, se réjouit de la réintégration d'Haïti au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

« Lors de mon passage à Port-au-Prince, du 5 au 9 novembre 2007, à titre de vice-présidente de l'APF, j'ai eu l'opportunité de constater les traces laissées par 40 ans de dictature. Je suis donc heureuse d'avoir travaillé avec les autres membres de l'APF et les députés haïtiens à la réintégration d'Haïti dans les rangs de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie », indique la députée.

Selon Sylvie Roy, c'est avec les autres démocraties parlementaires qu'il est possible de favoriser le maintien d'un gouvernement stable dans un pays qui en a grandement besoin. « Les nouveaux députés haïtiens m'ont avoué, à contrecœur, qu'ils ont peu de connaissances sur la démocratie et qu'ils ont besoin de modèles pour faire leur travail. Le rôle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie est de favoriser les échanges entre les membres afin d'améliorer l'efficacité de la démocratie », explique la députée adéquiste.

La députée de Lotbinière a souligné que le deuxième volet du voyage était consacré à des visites d'organismes communautaires pour les enfants vivants dans les rues d'Haïti. Cette réalité tragique a grandement touché la critique en matière de sécurité publique, elle-même mère de deux enfants. «

Maintenant qu'Haïti est membre de l'APF, nous les recevrons avec enthousiasme lors de l'Assemblée plénière annuelle qui se tiendra dans la Capitale-Nationale, lors des festivités du 400e de Québec en 2008 » a-t-elle ajouté.

« Je suis fière d'avoir rencontré des gens originaires de mon comté lors de mon passage en Haïti. J'ai fait la connaissance de Michel Guillemette de St-Agapit qui œuvre comme agent de programme de l'ACDI depuis 17 ans en Haïti ainsi que de Michel Bernier et de Marie-Claire Lemay, tous deux de Lotbinière. Le dynamisme de ma région se voit au Québec, mais également sur la scène internationale. Je suis heureuse de représenter une région qui participe activement et concrètement au rayonnement du Québec » a conclu Sylvie Roy.

[Haut de page](#)

### **Crise du papier commercial**

#### **L'ADQ exige la transparence de Jean Charest**

Québec, 20 novembre 2007) Le chef de l'Opposition officielle, M. Mario Dumont, a sommé le premier ministre de faire preuve de transparence sur l'ampleur des pertes de la Caisse de dépôt et placement reliées à la débâcle financière du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Exaspéré par l'exercice de camouflage du gouvernement, M. Dumont a demandé au premier ministre d'assumer ses responsabilités.

« La Caisse de dépôt gère le bas de laine des Québécois. Le premier ministre Charest persiste à cacher aux travailleurs et aux retraités le trou laissé par la crise du papier commercial. Jean Charest est redevable devant la population, son camouflage ne fait qu'attiser les craintes des Québécois. »  
Le chef adéquiste a demandé au premier ministre d'être transparent alors que plusieurs indiquent que la Caisse est le plus grand possesseur de papier commercial à risque au Canada. Sur les 35 milliards de PCAA à risque, la Caisse en posséderait près de 50 %. « Jean Charest a encore renié sa parole. Lorsqu'il était dans l'opposition, il exigeait plus de transparence du gouvernement péquiste sur les transactions de la Caisse. Aujourd'hui, la Caisse est prise jusqu'au cou dans une crise et Jean Charest refuse d'être transparent envers les Québécois. Les banques ont toutes adopté une stratégie de transparence mais le premier ministre persiste dans sa stratégie de camouflage. »

Affirmant que les cachotteries libérales ont de quoi inquiéter, le critique de l'opposition officielle en matière de finances, M. Gilles Taillon, s'est prononcé sur les vraies pertes à prévoir. « Selon les analystes, la Caisse aurait plus de 13 milliards de dollars investis dans le papier commercial à risque. Si on se base sur les pertes annoncées par les banques, Jean Charest camoufle un trou qui pourrait atteindre 4 milliards de dollars dans le bas de laine des Québécois. Il est là l'impact réel de la stratégie du rendement à tout prix et à court terme du gouvernement Charest. Ce seront près de 4 milliards qui s'ajouteront aux pertes dans les autres organismes publics. Le gouvernement doit déposer un portrait complet et transparent de l'ensemble des pertes dans tous les organismes publics du gouvernement » a conclu le député de Chauveau.

[Haut de page](#)

### **Familles prises en otage sur les listes d'attente**

**François Bonnardel : « La ministre cache le nombre d'enfants en attente pour une place à 7 \$ »**

(Québec, 21 novembre 2007) Le whip de l'opposition officielle et critique en matière de famille, M. François Bonnardel, a demandé à la ministre de la Famille de déposer le portrait réel de l'attente pour une place en garderie subventionnée.

« Devant les chiffres contradictoires rapportés par la ministre et son réseau, je demande au gouvernement de faire preuve de transparence. La ministre disait qu'il y avait 16 000 enfants en attente au Québec au printemps et ce matin, la Coopérative Enfant-Famille dit qu'il y en a 15 000 seulement pour la ville de Montréal. Qui dit vrai ? La ministre doit être transparente et déposer un vrai portrait de la situation. »

Pour le député de Shefford, les listes d'attente interminables prennent en otage les familles québécoises. « Le gouvernement n'a rien à offrir aux parents qui n'ont pas de place en garderie subventionnée. Les listes s'allongent et la moitié des familles n'ont pas de place en garderie. Le modèle libéralo-péquistes ne fonctionne pas et il prend en otage les Québécois. La ministre refuse de divulguer les vrais chiffres et refuse d'aider toutes les familles. C'est inacceptable, le gouvernement doit mettre fin à sa négligence et à son manque de transparence. » a conclu le député adéquate.

[Haut de page](#)

#### **Motion du mercredi de l'opposition officielle**

### **Le ministre Lessard doit déposer un plan d'urgence pour l'agriculture**

(Québec, 21 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière d'agriculture, M. Albert De Martin, a fait adopter une motion à l'Assemblée nationale, malgré l'objection du ministre de l'Agriculture, forçant le gouvernement à déposer un plan d'urgence concernant la crise des revenus agricoles.

« Il est de la responsabilité de l'État de rendre les agriculteurs autonomes par des mesures qui pourront les sortir rapidement de ce marasme. Le ministre Lessard doit agir immédiatement au lieu de s'objecter à des mesures soutenant les agriculteurs. En plus de d'aller à l'encontre de la volonté de l'Assemblée nationale, le ministre a voté contre les agriculteurs aujourd'hui. »

Le député d'Huntingdon répète qu'il est urgent d'agir puisque la crise du revenu agricole touche directement des milliers d'agriculteurs québécois provenant de différents secteurs. « Pendant que les agriculteurs américains enregistrent des hausses de revenu de 32%, les prévisions indiquent que, pour 2007, le revenu net des agriculteurs canadiens devrait diminuer d'environ 22 % et pire encore, celui des producteurs agricoles québécois devrait chuter de 60 %. Le problème présentement, c'est que le gouvernement, par son habituelle inaction, nuit à l'avenir de l'agriculture au Québec. »

Le critique adéquate entend mettre les bouchées doubles pour forcer le gouvernement à mettre en place, d'ici le 21 décembre prochain, des mesures concrètes pour soutenir le milieu agricole. « Les producteurs porcins sont complètement découragés, ils n'ont même plus la force de se battre. L'insouciance libérale est en train de tuer à petit feu une des plus grandes richesses du Québec. »

[Haut de page](#)

#### **Mesures discriminatoires contre les aînés**

### **La ministre Blais reste muette**

(Québec, 22 novembre 2007) La porte-parole de l'opposition officielle pour les aînés, Ginette Grandmont, demande des explications à la ministre Blais. Marguerite Blais, relativement à son silence sur la question de l'accès aux programmes d'aides auditives pour les aînés. « Est-ce que la ministre, dans son silence, cautionne les propos du ministre de la Santé qui affirme que tout va bien alors que les aînés subissent de graves discriminations en matière de soins auditifs. »

La députée de Masson déplore que la vaste consultation sur la condition de vie des aînés n'ait été qu'une vaste opération de charme de la ministre Blais. Malgré cette tournée, la ministre demeure assise lorsqu'elle est interpellée sur un sujet qui touche les aînés. « Si les aînés lui tiennent tant à cœur, pourquoi la ministre laisse le gouvernement réduire l'accès des aînés aux programmes? Pendant que le ministre de la Santé clame que tout va bien, une personne âgée ne peut obtenir un 2e appareil auditif s'il n'est pas étudiant ou travailleur. C'est comme si on leur remettait une paire de lunettes avec un seul verre ! Pire encore, les délais pour le renouvellement d'un appareil se situent entre 3 mois et 2 ans. C'est une situation inacceptable pour une population âgée de plus en plus grandissante. »

Ginette Grandmont somme la ministre des aînés d'agir rapidement pour préserver la qualité de vie des milliers d'aînés québécois. « Au lieu des discours vides, la ministre devrait prendre la parole pour proposer enfin une vision globale afin d'améliorer le quotidien des aînés. »

[Haut de page](#)

#### **Crise dans l'industrie porcine**

#### **Albert De Martin : « Laurent Lessard doit aider les producteurs porcins »**

(Québec, 22 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière d'agriculture, M. Albert De Martin a demandé au ministre Laurent Lessard de défendre les producteurs de porc au lieu de se porter à la défense de la négligence de son gouvernement.

« Le ministre de l'Agriculture a voté contre les agriculteurs hier lorsqu'il a refusé de reconnaître que le milieu agricole avait besoin d'un plan d'urgence avant la fin de l'année. Les revenus agricoles sont en chute libre, le prix du porc a baissé de moitié. Le ministre Lessard, celui qui devrait défendre les agriculteurs devant son gouvernement est plutôt le promoteur de la négligence libérale. Le ministre doit choisir son camp, soit il défend l'immobilisme de son gouvernement, soit il défend l'industrie porcine. »

Le député de Huntingdon a fait le portrait de la crise du porc avant de demander de nouveau un plan d'urgence. « Un producteur sur quatre n'est même plus capable de rembourser son hypothèque, ils ne sont plus capables de faire abattre leurs porcs faute d'abattoir et Laurent Lessard persiste à dire que l'industrie se porte bien. Hier, l'ADQ a fait voter par l'Assemblée nationale une motion pour obliger le ministre à déposer un plan d'urgence pour faire face à la chute du revenu agricole et le ministre doit s'y conformer » a conclu le député adéquate.

[Haut de page](#)

#### **Cachettes libérales sur les fonds en immigration**

#### **Catherine Morissette : « La ministre James doit nous répondre »**

(Québec, 23 novembre 2007) – La porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration et de communautés culturelles, Mme Catherine Morissette, exaspérée des explications boiteuses obtenues de la ministre de l'Immigration, lui a adressé une question qu'elle a déposée au feuillet le 15 novembre dernier.

« Que ce soit en études de crédits, en consultations publiques ou devant les médias, la ministre se défile et ne nous donne pas les réponses adéquates. Madame James ne peut plus contourner nos questions et doit maintenant donner des réponses claires sur les fonds en immigration. »

« Le 1er novembre, madame James a annoncé que toutes les sommes des transferts fédéraux seraient maintenant affectées directement au MICC. Cependant, à aucun moment, la ministre n'a abordé le sujet de la transition dans la façon d'attribuer ces sommes. Peut-elle soulager les immigrants de leurs inquiétudes en dévoilant enfin le calendrier qu'elle s'est fixée afin de conclure les nombreuses ententes qui devront prendre place? »

La députée adéquate de Charlesbourg a rappelé que plusieurs ministères et organismes sont touchés par ces ententes et que l'offre de services aux nouveaux arrivants pourrait être compromise. « Quelles sont les sommes que la ministre prévoit consacrer à chacune de ces ententes? Pourrait-elle nous dire quelles mesures elle entend prendre, si jamais elle échoue dans le règlement des diverses ententes d'ici le prochain budget? La ministre a maintenant le devoir de clarifier sa position » a conclu Catherine Morissette.

La question apparaît au feuillet depuis un peu plus d'une semaine et la députée adéquate n'a toujours pas eu de réponse de la ministre. Vous pouvez lire la question, sur le site de l'Assemblée nationale, en suivant ce lien :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/38legislature1/feuilleton/questionfr.pdf>

[Haut de page](#)

### **Dérive dans le réseau des services de garde**

### **La ministre Courchesne passe aux aveux**

(Québec, 23 novembre 2007) Le critique de l'opposition officielle en matière de famille, M. François Bonnardel, a interpellé la ministre de la Famille sur la dérive du réseau des services de garde au Québec. Le député de Shefford a dénoncé la situation chaotique de l'attente, ce que la ministre n'a pas nié.

« La ministre a avoué le désarroi des parents du Québec. Ils doivent inscrire leur enfant sur les listes d'attente avant même qu'il soit né pour espérer obtenir une place à 7 \$. Est-ce que c'est cela un réseau universel pour toutes les familles du Québec ? Un réseau qui oblige les parents à considérer la faible chance d'avoir une place en garderie avant même de penser à avoir un enfant ? »

Le député de Vanier, M. Sylvain Légaré, qui prenait la parole au nom de familles de son comté présentes dans les tribunes, n'a reçu aucune réponse de la ministre Courchesne. « Plusieurs familles de mon comté sont obligées de payer 700 \$ par mois, par enfant en garderie privée mais ils ne reçoivent aucun soutien du gouvernement. Aujourd'hui, la ministre a laissé les familles sans réponse, sans solution. Elles sont oubliées par une politique familiale déficiente qui laisse de côté la moitié des familles » s'est indigné Sylvain Légaré.

François Bonnardel a aussi reproché à la ministre Courchesne de tuer à petit feu le réseau de garderies privées qui offre 35 000 places au Québec. Tout

comme elle veut confiner les parents au modèle libéralo-péquistes. « Peut-on laisser le libre choix aux parents ? Il faut que la ministre s'ouvre les yeux et réalise que c'est l'État qui doit s'adapter aux familles et non les familles qui doivent se plier aux caprices de la ministre. Le 9 à 5, c'est peut-être le cas de la ministre Courchesne mais ce n'est pas la réalité des parents québécois. Si la ministre Courchesne croit qu'une politique familiale c'est détruire tous les modèles de garde alternatifs pour obliger les parents à attendre sur ses listes d'attente, elle se trompe », a conclu le député de Shefford.

[Haut de page](#)

### **Vous voulez que la Lettre adéquate parle de vous ?**

La Lettre adéquate est le lien des membres de l'ADQ et de ses sympathisants. Si vous avez organisé un événement ou prévoyez en organiser un, n'hésitez pas à nous communiquer les détails. Voici l'adresse : [redaction-adq@adq.qc.ca](mailto:redaction-adq@adq.qc.ca). Bien mentionner l'objet du courriel (« événement », « communiqué », « activité de financement », etc.)

[Haut de page](#)

## **À votre agenda**

**Rappel important** : Les activités de financement vous donnent droit à un crédit d'impôt de 75 %, jusqu'à concurrence de 400 \$ de dons admissibles par année. (Par exemple, si vous déboursez 200 \$ pour un cocktail, vous recevrez un crédit de 150 \$. Votre don de 200 \$ ne vous aura donc coûté que 50 \$.) Par ailleurs, la Loi sur le financement des partis politiques au Québec vous autorise à donner une somme totale annuelle maximale de 3000 \$ à des partis politiques.

[Haut de page](#)

**C'EST DEMAIN ! Mercredi, 28 novembre, 17 h**

### **Cocktail « 5 à 7 » avec Mario Dumont à Brossard**

La circonscription de LaPinière (Brossard) vous invite à venir rencontrer le chef de l'opposition officielle, M. Mario Dumont. Le président d'honneur de cette soirée est M. Tom Pentefountas, président de l'ADQ.

Coût :  
300 \$

Lieu :  
Restaurant Chez Éric  
8095, boul. Taschereau  
Brossard QC

Contact :  
Gilles Larin, président du conseil exécutif, ADQ-Lapinière : 514-944-1977  
Adresse du site web :



[Haut de page](#)

### **Samedi, 1er décembre, 11 h 00**

Voici la saison des Fêtes qui se dessine et l'ADQ-Johnson a choisi le début de cette période de réjouissances pour convier ses membres à une activité familiale. Il s'agit d'un dîner spaghetti servi par M. le député Éric Charbonneau et son équipe. Cette activité se veut abordable et nous espérons vous rencontrer en grand nombre. Des activités seront prévues afin d'amuser les enfants.

Coût :

10 \$ par membre

Gratuit pour les jeunes de 15 ans et moins

Lieu :

Salle des Chevaliers de Colomb

1000, rue d'Acton

Acton Vale

Contacts :

Pour réservation, veuillez communiquer avec M. Gérald Jodoin au 819-846-0651 ou avec M. Guy Leroux au 819-398-1121.

[Haut de page](#)

### **Dimanche, 2 décembre 2007, de 9 h à 13 h**

Une invitation de Janvier Grondin. Troisième édition du Brunch familial de Noël du député de Beauce-Nord, M. Janvier Grondin, en présence de M. Gilles Taillon, député de Chauveau et adjoint au chef de l'Opposition officielle. On vous attend en famille et en grand nombre ! Il y aura de l'animation pour les enfants.

Coût :

12 \$ par personne

Gratuit pour les 12 ans et moins accompagnés d'un adulte

Lieu :

Salle Aramis de Saint-Lambert

1009, rue du Pont

Contact :

Billets à prix populaire en vente à l'entrée ou en réservant au 390-2433

[Haut de page](#)

### **Lundi, 3 décembre, à 17 h**

Venez rencontrer les membres des circonscriptions de Taillon, de Marie-Victorin et de Vachon dans le cadre d'un « 5 à 7 ». Notre invité de la soirée sera Simon-Pierre Diamond, député de Marguerite-d'Youville et porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement durable et d'environnement.

Lieu :  
Resto-Club Messina  
329, rue Saint-Charles Ouest  
Salle 1 au 2e étage  
Longueuil

[Haut de page](#)

## Mardi, 4 décembre, à 18 h

Hugo Lépine, aspirant candidat de l'ADQ dans le comté de Taschereau, vous invite cordialement à participer à un cocktail dinatoire sous la présidence d'honneur du leader de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale, Sébastien Proulx. Plusieurs membres, gens d'affaires et députés de l'ADQ participeront à cette activité.

Coût :  
200 \$

Lieu :  
Cercle de la Garnison de Québec  
Salle des présidents  
(Stationnement à l'arrière)

Contact :  
Veuillez confirmer votre participation par téléphone, au numéro 418-843-3039, ou par courriel, à l'adresse suivante : [hugolepine@sympatico.ca](mailto:hugolepine@sympatico.ca)

[Haut de page](#)

## Vous avez des photos ?

Nous en publierons avec plaisir si elles sont associées à des événements partisans, en fonction de l'espace disponible. Toutefois, il est très important de respecter les critères suivants :

- les photos ne doivent pas dépasser 250 pixels de largeur ;
- les personnes photographiées doivent vous donner leur accord de publication au préalable ;
- le bas de vignette (description de chaque photo, en précisant la date, le contexte et le nom de chaque personne photographiée... bien orthographié !) devra être rédigé par l'expéditeur ;
- autant que possible, indiquer le nom du photographe (bien orthographié, lui aussi !)

Faites-les parvenir à l'adresse suivante : [redaction-adq@adq.qc.ca](mailto:redaction-adq@adq.qc.ca) en mentionnant bien « photos » dans l'objet du courriel.

[Haut de page](#)

© 2007, Action démocratique du Québec

740, rue Saint-Maurice, bureau 108 Montréal, Québec, Canada H3C 1L5

Région de Montréal: **(514) 270-4413** Partout au Québec: **1 800 370-3221** Télécopieur: **(514) 270-4469**

<http://www.adq.qc.ca/> [adq@adq.qc.ca](mailto:adq@adq.qc.ca)